

Luke Savage

La démocratie est la solution à l'oligarchie mondiale des élites de Davos

- Jacobin -

À travers les guerres, les pandémies, les crises politiques et les effondrements financiers, le néolibéralisme continue de renforcer la richesse et le pouvoir d'une petite élite mondiale. Le discours hautain de cette élite à Davos cette semaine ne changera rien à cette situation.

La révolution néolibérale partait d'un principe simple et, pour certains du moins, intuitivement attrayant. En réduisant les impôts, en supprimant les réglementations et en éliminant les obstacles mondiaux à la circulation des capitaux, de nouvelles richesses seraient créées et une majorité en partagerait les bénéfices. Libres de dépenser et d'investir sans les lourdes charges imposées par de nombreux États dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les particuliers comme les entreprises deviendraient à leur tour plus créatifs et plus prospères, l'esprit d'entreprise et l'intérêt personnel rationnel remplaçant les plans maladroits et souvent arbitraires des bureaucrates gouvernementaux.

À l'aune de cette histoire, on peut dire que le projet néolibéral a totalement échoué. Chaque année, le jour de l'ouverture du Forum économique mondial (WEF) de Davos, l'ONG internationale Oxfam publie des résultats actualisés sur l'état des inégalités dans le monde - et chaque année, ses conclusions de base sont les mêmes. Presque toujours, les personnes les plus riches du monde se sont enrichies, les richesses nouvellement créées ne se sont pas diffusées et la part totale de toutes les richesses détenues par une infime partie du sommet est si importante qu'elle éclipse celle détenue collectivement par des milliards d'êtres humains au bas de l'échelle.

Le rapport de cette année, intitulé "La survie des plus riches", en est un exemple particulièrement frappant. Non seulement les 1 % les plus riches détiennent 45,6 % de l'ensemble des richesses mondiales, mais la moitié la plus pauvre du monde ne détient que 0,75 %. Alors que la population mondiale dépasse les huit milliards d'habitants, moins de cent milliardaires possèdent plus de richesses que les quatre milliards de personnes les plus pauvres réunies. Et alors que l'inflation dépasse les salaires de 1,7 milliard de travailleurs dans le monde, les milliardaires voient leur fortune augmenter de 2,7 milliards de dollars chaque jour. L'écart continue d'ailleurs de se creuser, les 1 % les plus riches s'emparant de près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses créées depuis 2020, soit près de deux fois plus que les 99 % restants de la population mondiale.

Si le prétendu objectif du mondialisme néolibéral était de favoriser la prospérité collective, cet objectif a manifestement échoué. Mais l'histoire publique du néolibéralisme – avec ses slogans faussement populistes d'autonomisation économique

et de redistribution de la richesse – a, en pratique, toujours été une fiction plutôt qu'un échec. À l'immense crédit de ses auteurs, le rapport d'Oxfam ne recule pas devant cette réalité ou ses implications :

« L'existence même de milliardaires en plein essor et de bénéfiques records, alors que la plupart des gens sont confrontés à l'austérité, à une pauvreté croissante et à une crise du coût de la vie (...) est la preuve d'un système économique qui ne répond pas aux besoins de l'humanité. Pendant trop longtemps, les gouvernements, les institutions financières internationales et les élites ont trompé le monde avec une histoire fictive sur l'économie de ruissellement, dans laquelle une faible imposition et des gains élevés pour une minorité profiteraient finalement à tous. Il s'agit d'une histoire sans aucun fondement dans la vérité. C'est une histoire, et un système économique, qui nous a laissé sans outils ni même imagination pour faire face à cette nouvelle ère de crise. C'est un système qui est largement discrédité, mais qui continue à monopoliser l'esprit de nos dirigeants. C'est un système qui continue à fonctionner très bien pour un petit groupe de personnes au sommet — principalement des hommes blancs et riches basés dans le Nord.

Comme le note également le rapport, de nombreux sondages montrent qu'une grande partie de l'opinion publique est favorable à une taxation accrue des richesses et à une plus grande redistribution économique. Aussi réussi soit-il, le néolibéralisme du XXI^e siècle manque de plus en plus du soutien populaire ou de la légitimité démocratique dont il a pu bénéficier par le passé.

Le problème, bien sûr, est que les mécanismes disponibles pour traduire l'opinion populaire en politique ont eux-mêmes été assez efficacement émoussés. Les institutions multinationales, du moins celles qui sont capables d'instaurer un impôt mondial sur la richesse ou quelque chose de semblable, n'existent pas actuellement. Au sein des États-nations individuels, la capture des entreprises et les pressions fiscales persistantes imposées par le capitalisme mondial contribuent à discipliner la gouvernance démocratique, tandis que les élites myopes et intéressées – comme celles qui se réunissent chaque année à Davos – s'efforcent de discipliner les demandes démocratiques, de réduire les attentes et de neutraliser les véritables alternatives populistes au statu quo.

Néanmoins, le besoin de telles alternatives n'a jamais été aussi urgent. L'analyse d'Oxfam suggère que les trois quarts des gouvernements nationaux prévoient des réductions des dépenses publiques au cours des cinq prochaines années, pour un total de 7,8 trillions de dollars. Avec un engagement renouvelé des élites en faveur de l'austérité post-pandémique, il y a donc toutes les raisons de s'attendre à ce que les injustices du capitalisme mondial s'aggravent – à moins que de nouveaux contreponds démocratiques n'émergent pour les remettre en question.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator